

soin de conscription. Le peuple canadien a montré sa loyauté avec fierté. Dans l'exercice de sa liberté, quatre cent mille hommes ont déjà librement répondu à l'appel aux armes. Si la chose est nécessaire, cent mille autres les suivront volontairement. Et l'honorable premier ministre aura donné à l'empire et aux alliés une part royale et glorieuse pour contribuer à la paix du monde que la Providence, espérons-le, voudra bien accorder bientôt.

Monsieur l'Orateur, les meilleures intentions sont souvent déaturées. Le Gouvernement, comme le discours du Trône y fait allusion, a voulu améliorer l'organisation du service national et utiliser d'une façon plus complète nos ressources naturelles. Beaucoup de personnes ont mal interprété cette entreprise. Rapprochant ce projet de l'idée de la conscription, elles ont dit que le plan du service national n'avait pas d'autre but que d'arriver à la conscription, soit militaire, soit industrielle. Le premier ministre, le chef de l'opposition, des députés, des évêques, des ministres provinciaux ont parlé, ont expliqué le projet, ont déclaré que le service national n'avait aucun rapport avec la conscription militaire; que c'était simplement l'organisation du travail dans toutes ses sphères. Il y en a toujours qui ne veulent pas entendre raison, ou plutôt, permettez-moi de le dire, monsieur l'Orateur, qui veulent trouver dans ce projet du Gouvernement, un prétexte pour soulever le peuple contre ce dernier et se faire une arme politique, comme on veut le faire dans Dorchester, d'un projet qui, s'il est mis à exécution, sera d'un grand poids, pour pousser le Canada dans la voie du progrès et de la prospérité; non pas dans le chemin de la guerre, mais dans celui du développement du commerce, de l'agriculture, de l'industrie et de tous les autres champs de l'énergie nationale.

Monsieur l'Orateur, le discours du Trône nous annonce que les premiers ministres des dominions ont été invités à prendre part à des conférences qui se tiendront en Angleterre et dans lesquelles seront discutées toutes les questions de la guerre.

C'est certainement un honneur pour les dominions de pouvoir prendre part à ces congrès. Mais c'est un honneur que leur loyauté et leurs sacrifices, en hommes et en argent, ont justement mérité. Le sang de nos soldats a cimenté notre union avec la mère patrie. Nous aurons à l'avenir notre voix dans le maintien de la paix du monde, parce que nous avons noblement payé notre quote-part dans le sacrifice de

vies humaines exigé pour arriver à ce résultat.

Mais, monsieur l'Orateur, il peut aussi, dans ces conférences, être question de nos destinées dans l'empire, après la guerre. Grave et troublant sujet que tout homme sérieux, tout Canadien qui aime son pays aperçoit dans un lointain qui paraît déjà à l'horizon. Je suis convaincu que le très honorable premier ministre qui gouverne aujourd'hui le Canada avec tant de fermeté et de sagesse, qui est tout pénétré d'amour de son pays en même temps que de loyauté à l'Empire britannique, saura aborder ces grandes questions avec la prudence qui le caractérise dans tous ses actes et que rien ne sera changé dans notre situation impériale, sans l'assentiment du peuple du Canada.

Le discours de Son Excellence nous avertit que la vie du présent Parlement expire au mois d'octobre prochain. S'il en est ainsi, des élections générales devraient avoir lieu bientôt. Comment alors le premier ministre pourrait-il abandonner la conduite des affaires publiques, pour aller en Angleterre, assister au congrès dont je viens de parler?

Serait-il raisonnable de jeter le pays dans l'ébullition électorale, en pleine guerre, pendant que toute son attention doit être dirigée vers un but pour ainsi dire unique: le triomphe dans la guerre entreprise? En Angleterre, il n'y a pas d'élection durant la guerre. Même des ministres récemment choisis ont été dispensés de faire ratifier par le peuple leur appel au ministère. Aussi, je ne suis pas surpris, monsieur l'Orateur, de ce que le Gouvernement nous annonce qu'une résolution nous sera soumise pour autoriser la demande au parlement du Royaume-Uni, pour la passation d'une loi afin de prolonger l'existence de ce Parlement. D'ailleurs ce n'est que la conséquence de la prolongation que nous avons demandée à la dernière session. Il n'est aucun changement qui puisse nous justifier de jeter le pays dans la confusion d'une élection générale où les passions politiques jouent un grand rôle et pourraient le détourner du grand but qu'il veut atteindre en aidant l'Empire. Je suis donc convaincu que cette résolution sera adoptée à l'unanimité de la Chambre; elle est d'utilité publique, nécessaire au salut du Canada et de l'Empire.

Avec Son Excellence, nous devons, monsieur l'Orateur, remercier la Providence de la bonne récolte qui a favorisé le Canada, durant l'année dernière. Les populations de nos campagnes ont été abondamment ré-